

GE_GERICHTE ATAS/216/2009 vom 2. September 2008

GE Cour de justice, 2008-09-02, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ATAS_216_2009

FR: GE_GERICHTE ATAS/216/2009 du 2 septembre 2008

IT: GE_GERICHTE ATAS/216/2009 del 2 settembre 2008

Erwägungen

E. 1

L'art. 25a de la loi fédérale sur le libre passage dans la prévoyance professionnelle, vieillesse, survivants et invalidité du 17 décembre 1993 (LFLP), entré en vigueur le 1er janvier 2000, règle la procédure en cas de divorce. Lorsque les conjoints ne sont pas d'accord sur la prestation de sortie à partager (art. 122 et 123 Code Civil - CC), le juge du lieu du divorce compétent au sens de l'art. 73 al. 1 de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle du 25 juin 1982 (LPP), soit à Genève le Tribunal

A/3714/2008 3/4 cantonal des assurances sociales depuis le 1er août 2003, doit, après que l'affaire lui a été transmise (art. 142 CC), exécuter d'office le partage sur la base de la clé de répartition déterminée par le juge du divorce.

E. 2

Selon l'art. 22 LFLP (nouvelle teneur en vigueur depuis le 1er janvier 2000), en cas de divorce, les prestations de sortie acquises durant le mariage sont partagées conformément aux art. 122, 123, 141 et 142 CC; les art. 3 à 5 LFLP s'appliquent par analogie au montant à transférer (al. 1). Pour chaque conjoint, la prestation de sortie à partager correspond à la différence entre la prestation de sortie, augmentée des avoirs de libre passage existant éventuellement au moment du divorce, et la prestation de sortie, augmentée des avoirs de libre passage existant éventuellement au moment de la conclusion du mariage (cf. art. 24 LFLP). Pour ce calcul, on ajoute à la prestation de sortie et à l'avoir de libre passage existant au moment de la conclusion du mariage les intérêts dus au moment du divorce (ATF 128 V 230; ATF 129 V 444).

E. 3

En l'espèce, le juge de première instance a donné acte aux ex-époux de ce qu'ils étaient d'accord de se partager par moitié leurs prestations de sorties accumulées pendant le mariage. Les dates pertinentes sont, d'une part, celle du mariage, le 21 juillet 1990, d'autre part le 9 octobre 2008, date à laquelle le jugement de divorce est devenu exécutoire.

E. 4

Selon les renseignements recueillis, la prestation acquise pendant le mariage par le demandeur est de 104'141 fr. 35 (102'509 fr. 05 + 1'632 fr. 30) tandis que celle acquise par la demanderesse est de 102'358 fr. 15. Ainsi, le demandeur doit à son ex-épouse le montant de 52'070 fr. 70 (104'141 fr. 35 : 2) et celle-ci lui doit la somme de 51'179 fr. 10 (102'358 fr. 15 : 2), de sorte que c'est le demandeur qui doit à son ex-épouse le montant de 891 fr. 60 (52'070 fr. 70 - 51'179 fr. 10). Le demandeur disposant d'une prestation de sortie auprès de la Fondation institution supplétive LPP qui aurait dû être transférée à son institution de prévoyance professionnelle actuelle (art. 3 al. 1 LFLP), il appartiendra à cette fondation de

transférer la somme due à la caisse de prévoyance de la demanderesse.

E. 5

Conformément à la jurisprudence, depuis le jour déterminant pour le partage jusqu'au moment du transfert de la prestation de sortie ou de la demeure, le conjoint divorcé bénéficiaire de cette prestation a droit à des intérêts compensatoires sur le montant de celle-ci. Ces intérêts sont calculés au taux minimum légal selon l'art. 12 OPP 2 ou selon le taux réglementaire, si celui-ci est supérieur (ATF 129 V 255 consid. 3).

E. 6

Aucun émolument ne sera perçu, la procédure étant gratuite (art. 73 al. 2 LPP et 89H al. 1 de la loi sur la procédure administrative du 12 septembre 1985).

A/3714/2008 4/4

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.